



CHAPITRE 85

Loi modifiant la charte du village de Senneville

[Sanctionnée le 27 juin 1962]

CHAPTER 85

An Act to amend the charter of the village of Senneville

[Assented to 27th June 1962]

Préam-
bule.

ATTENDU que le village de Senneville a, par sa pétition, représenté:

Qu'il a été constitué en corporation par la loi 58 Victoria, chapitre 60, telle que modifiée par la loi 25-26 George V, chapitre 147;

Que par l'article 2 de ladite loi 25-26 George V, chapitre 147, tous commerces, industries ou négoce sont prohibés dans les limites du village, sauf toutefois ceux déjà établis qui pourront continuer d'exister pourvu qu'ils conservent leur destination ou caractère actuel;

Que des représentations ont été faites au village au sujet de l'établissement d'un centre de recherches dans les limites du village afin de poursuivre de quelque façon ou manière que ce soit, toute activité dans le domaine des sciences naturelles ou appliquées et la construction, l'expansion et l'exploitation de bâtiments, d'installations et de tous les édifices, les ouvrages ou outillages utiles, appropriés, nécessaires ou commodes à cet effet mais sans inclure la fabrication de produits pour la vente;

Que l'établissement d'un tel centre de recherches dans les limites du village sera à l'avantage et au profit du village et de la région environnante;

Attendu que le pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi autorisant l'établissement d'un tel centre de recherches dans son territoire et qu'il est à propos d'accé-

WHEREAS the village of Senneville has, Preamble. by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 58 Victoria, chapter 60, as amended by the act 25-26 George V, chapter 147;

That by section 2 of the said act 25-26 George V, chapter 147, every commerce, industry or trade is prohibited within the territory of the village, except those already established, which may continue to exist provided they retain their present destination or nature;

That representations have been made to the village relative to the establishment of a research centre within the territory of the village to carry out, in any way or manner whatsoever, any activity in the field of natural or applied sciences and the construction, development and operation of buildings, facilities and any structures, works or machinery, useful, suitable, necessary or convenient in connection therewith other than the manufacturing of products for sale;

That the establishment of such a research centre within the territory of the village will be beneficial to and in the interest of the village and surrounding region;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act to permit the establishment of such a research centre in its territory and it is expedient to

der à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre. **1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi modifiant la charte du village de Senneville*.

1935, c. 147, a. 2, remp. **2.** L'article 2 de la loi 25-26 George V, chapitre 147, est remplacé par le suivant:

Commerces, etc., prohibés. **"2. 1.** Tous commerces, industries ou négoce sont prohibés dans les limites du village, sauf:

a) ceux déjà établis qui pourront continuer d'exister pourvu qu'ils conservent leur destination ou caractère actuel, et

b) la poursuite, par un centre de recherches, de quelque façon ou manière que ce soit, de toute activité dans le domaine des sciences naturelles ou appliquées et la construction, l'expansion et l'exploitation de bâtiments, d'installations et de tous les édifices, les ouvrages ou outillages utiles, appropriés, nécessaires ou commodes à cet effet mais sans inclure la fabrication de produits pour la vente, sur un terrain (ci-après appelé "emplacement") comprenant: i) Partie de la subdivision numéro un du lot originaire numéro dix-sept (17-p. 1) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne. Elle est bornée au sud par le Boulevard métropolitain projeté formant partie de ladite subdivision numéro un, au nord par la servitude accordée pour les pipe-lines de la Corporation de Gaz Naturel du Québec, à l'ouest par partie de la subdivision numéro dix du lot originaire numéro seize et à l'est par partie de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro vingt décrit ci-après. La partie de ladite subdivision numéro un décrite ci-dessus a une superficie totale d'un million sept cent sept mille six cent trente-sept pieds carrés. ii) Partie de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro vingt (20-p.2) dudit cadastre officiel. Elle est bornée au sud par le Boulevard métropolitain projeté formant partie de ladite subdivision numéro deux, au nord par la servitude

grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the *Act to amend the charter of the village of Senneville*.

2. Section 2 of the act 25-26 George V, chapter 147, is replaced by the following: 1935, c. 147, s. 2, replaced.

"2. 1. Every commerce, industry or trade is prohibited within the territory of the village, except: Commerce, etc., prohibited.

a. those already established which may continue to exist, provided they retain their present destination or nature, and

b. the carrying on, by a research centre, in any way or manner whatsoever, of any activity in the field of natural or applied sciences and the construction, development and operation of buildings, facilities and any structures, works or machinery useful, suitable, necessary or convenient in connection therewith other than the manufacturing of products for sale, on an emplacement (hereinafter called the "site"), composed of: i. part of subdivision number one of the original lot number seventeen (17-Pt. 1) of the official cadastre of the parish of St. Anne. It is bounded to the south by the proposed Metropolitan Boulevard being part of the said subdivision number one, to the north by the pipeline servitude in favour of Quebec Natural Gas Corporation, to the west by part of subdivision number ten of the original lot number sixteen and to the east by part of subdivision number two of the original lot number twenty hereinafter described. The portion of said subdivision number one herein described has a total superficial area of one million seven hundred and seven thousand six hundred and thirty-seven square feet. ii. part of subdivision number two of the original lot number twenty (20-Pt. 2) of the said official cadastre. It is bounded to the south by the proposed Metropolitan Boulevard being part of said subdivision number two, to the north by the pipeline servitude

accordée pour les pipe-lines de la Corporation de Gaz Naturel du Québec, à l'ouest par partie de la subdivision numéro un du lot originaire numéro dix-sept décrite ci-dessus et à l'est par partie du lot originaire numéro vingt-huit et par partie du lot originaire numéro vingt. La partie de ladite subdivision numéro deux décrite ci-dessus a une superficie totale d'un million cinquante-trois mille six cent dix pieds carrés. *iii*) Partie dudit lot originaire numéro vingt (20-p.). Elle est bornée au sud par le Boulevard métropolitain projeté formant partie dudit lot originaire numéro vingt, au nord par une autre portion dudit lot originaire numéro vingt, à l'ouest par partie de la susdite portion de ladite subdivision numéro deux et à l'est par partie du lot originaire numéro vingt et un. La limite nord de la portion dudit lot originaire numéro vingt décrite ci-dessus est à une distance de trois cent soixante-quinze pieds de la limite sud-ouest dudit lot originaire numéro vingt-huit et parallèle à cette dernière. La portion dudit lot originaire numéro vingt décrite ci-dessus a une superficie totale d'un million cinq cent cinquante-quatre mille neuf cent quatre-vingts pieds carrés.

in favour of Quebec Natural Gas Corporation, to the west by part of subdivision number one of the original lot number seventeen hereinbefore described and to the east by part of the original lot number twenty-eight and by part of the original lot number twenty. The portion of said subdivision number two herein described has a total superficial area of one million fifty-three thousand six hundred and ten square feet. *iii*, part of the said original lot number twenty (20-Pt.). It is bounded to the south by the proposed Metropolitan Boulevard being part of the said original lot number twenty, to the north by another part of the said original lot number twenty, to the west by part of the aforesaid part of the said subdivision number two and to the east by part of the original lot number twenty-one. The northerly boundary of the portion of the said original lot number twenty herein described is three hundred and seventy-five feet distant from the south-westerly boundary of the said original lot number twenty-eight and parallel thereto. The portion of the said original lot number twenty herein described has a total superficial area of one million five hundred and fifty-four thousand nine hundred and eighty square feet.

Évaluation pour fins de scrutin.

2. Pour les fins de scrutin à tout referendum afin de modifier un règlement de zonage du village, l'emplacement est censé avoir une évaluation équivalente à quarante pour cent de l'évaluation de tous les biens possédés par les personnes ayant droit de vote à tout tel referendum ou l'évaluation indiquée ci-dessous, si elle est plus basse:

a) Durant chacune des années civiles 1962 à 1966 inclusivement, dix pour cent de l'évaluation fixée par le village pour fins d'imposition municipale;

b) Durant chacune des années civiles 1967 à 1980 inclusivement, dix pour cent de son évaluation pour fins d'imposition municipale, en y ajoutant six pour cent d'icelle pour chacune des années civiles écoulées depuis le 31 décembre 1965;

c) Durant l'année civile 1981 et par la suite, cent pour cent de son évaluation pour fins d'imposition municipale.

2. For the purpose of voting on any referendum to alter a zoning by-law of the village, the site shall be deemed to have a valuation equal to forty per cent of the total valuation of all properties owned by persons qualified to vote in any such referendum or the valuation set out below, if it is lower:

Valuation for voting.

a. During each of the calendar years 1962 to 1966 inclusive, ten per cent of the valuation established by the village for the purposes of municipal taxation;

b. During each of the calendar years 1967 to 1980 inclusive, ten per cent of its valuation for the purposes of municipal taxation, plus a further six per cent thereof for each calendar year that has elapsed since December 31st 1965;

c. During the calendar year 1981 and thereafter, one hundred per cent of its valuation for the purposes of municipal taxation.

Règle-
ments de
zonage
applica-
bles.

3. Tout le terrain formant partie de l'emplacement demeure assujetti aux règlements de zonage du village, sauf que des bâtiments autres que des bâtiments domiciliaires peuvent y être érigés et utilisés pour fins de recherches, tel que mentionné au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 du présent article. Si une parcelle ou partie non construite de l'emplacement est vendue par le propriétaire du centre de recherches, ladite parcelle ou partie de l'emplacement cesse de faire partie de l'emplacement et le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 et le paragraphe 2 du présent article cessent de s'y appliquer."

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

3. All land pertaining to the site shall remain subject to the zoning by-laws of the village, except that buildings other than residential buildings may be erected and operated thereon for the purpose of research, as specified in paragraph *b* of subsection 1 of this section. If any unbuilt-on parcel or portion of the site is sold by the owner of the research centre, the said parcel or portion of the site shall cease to be part of the site and paragraph *b* of subsection 1 and subsection 2 of this section shall cease to apply to it."

3. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.